

INTERVIEW
AVEC AHMED
OULD HAMZA

CRISE DES DEVISES "LA PLUPART DES ENTREPRISES PERDENT DE L'ARGENT ACTUELLEMENT"

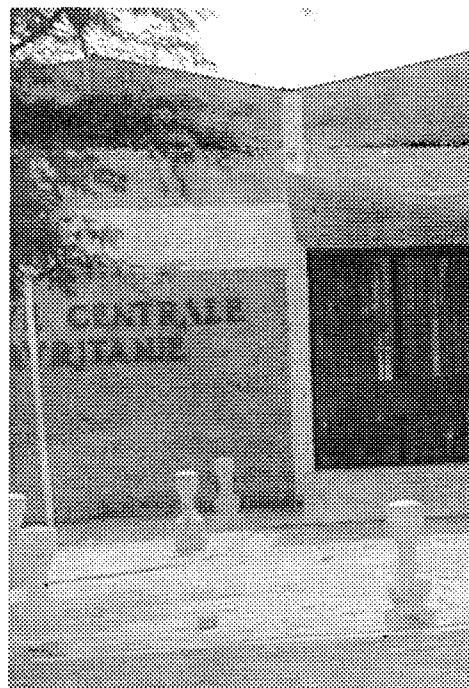
Homme politique, industriel, chef d'entreprise, président de la Commission des Relations Extérieures du Conseil National du Patronat Mauritanien (CNPM), coordinateur de la Fédération des Industries et Mines et membre du bureau exécutif de la Chambre de Commerce, Ahmed Ould Hamza est incontestablement versé dans l'économie et a toutes les qualités et les predispositions pour en parler.

Avec son franc parler légendaire, il aborde avec nous les problèmes économiques

de l'heure en tant qu'opérateur économique principal. Dans nos précédentes livraisons nous avons fait ressortir les sentiments du citoyen lambda par rapport à ces problèmes et ce, à travers leur manifestation la plus ostentatoire: la flambée des prix.

Aujourd'hui, la parole est aux patrons. Du moins, avec un d'eux, décidément pas comme ses pairs, qui rebutent de parler à la Presse, probablement parce qu'ils ont des zones d'ombres à cacher, un sentiment de culpabilité ou les deux à la fois.

Entretiens ...



NI: AVANT TOUT **M AHMED OULD HAMZA**, POUVEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER LE MUTISME QUE VOUS OBSERVEZ DEPUIS QUE VOUS AVEZ CHANGÉ DE CAMP POLITIQUE, VOUS QUI NOUS AVEZ HABITUÉS À ÊTRE COMMUNICATIF AVEC LES MÉDIAS. UN MUTISME QUI S'EST ACCENTUÉ AU LENDEMAIN DES PRÉSIDENTIELLES DE **NOVEMBRE 2003** AUXQUELLES VOUS AVEZ D'AILLEURS BRILLAMMENT CONTRIBUÉES PAR VOTRE MOUVANCE OUI MAAOUYA ET LE DÉCLIC DES INITIATIVES QUE VOUS AVEZ SUSCITÉ . ON DIT AUSSI QUE LES MEMBRES DE VOTRE MOUVANCE SONT AUJOURD'HUI DIVISÉS EN TROIS TENDANCES. CERTAINS VEULENT CRÉER UN PARTI DU CENTRE, D'AUTRES VEULENT INTÉGRER LE PRDS ET LES DERNIERS MÉCONTENTIS DE LA GESTION DE L'APRÈS ÉLECTION VEULENT UN RETOUR À L'OPPOSITION. VOTRE MUTISME RÉSULTE-T-IL D'UNE DÉCEPTION ?

AHMED OULD HAMZA : C'est un peu tôt de parler de déception. Nous reconnaissons qu'au niveau communication et discours le gouvernement a beaucoup évolué et que les instructions du président durant les conseils de ministres (bonne gouvernance, l'Etat au service du citoyen, création d'un département de la Jeunesse de la Culture et des Sports) reflètent bien

une partie du changement souhaité. Mais dans la pratique c'est autre chose qui se passe. Nous pensons que le gouvernement actuel malgré la présence de ministres compétents en son sein n'arrive pas encore à rassurer. Et en dépit de ma confiance et de mon soutien au président qui sont toujours au même niveau que mon engagement envers lui durant les présidentielles, je trouve qu'il est cependant tôt de tirer un bilan, cinq mois seulement après les élections, je me donne donc un an pour pouvoir faire un jugement lucide. Néanmoins, je tiens à dire que je ne suis pas du tout content à l'instar de beaucoup de personnes de l'évaluation et de la gestion de l'après élection parce qu'on a pas mesuré équitablement le rôle joué par chacun aussi bien dans la forme que dans le fond.

Je suis toujours confiant que ce changement viendra. Concernant la mouvance Oui Maaouya le débat est toujours ouvert.

NI: COMME VOUS LE SOUHAITEZ, NOUS NE PARLERONS PAS D'AVANTAGE DE POLITIQUE , ÉVI-

DEMENT DANS L'ESPOIR QUE VOUS SEREZ PLUS PROLIXE SUR L'ÉCONOMIQUE. ET PARCE QUE NOUS ALLONS PARLER ÉCONOMIE ON NE PEUT OCCULTER LA FLAMBÉE DES PRIX QU'ON CONSTATE SUR LES DENRÉES DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ, LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET NATURELLEMENT LEUR INCIDENCE SUR LE NIVEAU ET LE CADRE DE VIE DU MAURITANIEU OÙ QU'IL SE TROUVE. CETTE FLAMBÉE DE PRIX S'EXPLIQUE SELON VOUS, PAR QUOI ?

A O H: Vous savez, il y a toujours des facteurs et des cas différents. il est vrai, et je ne dirais pas le contraire . Bien que je sois membre du Patronat, j'avoue qu'il y a des spéculateurs mais parallèlement il y a aussi le problème de la monnaie. Aujourd'hui nous achetons l'Euro sur le marché libre à 389 UM , au moment où il était affiché il y a quelques semaines à plus de 300 UM et actuellement il est à 321 UM. Donc l'écart est très important et la plupart des industriels et importateurs n'arrivent pas à trouver de devises dans le système bancaire. Quelque part le système bancaire est défaillant parce que certaines

banques ne sont pas assez outillées, ni adaptées pour ce métier. Il y a aussi ces particuliers à qui on donne des devises et qui les revendent sur le marché au détriment des importateurs.

Je ne peux pas dire que ce sont toutes les banques qui le font mais il y a évidemment des banques qui utilisent ces devises pour leur propre besoin parce qu'il y a des banquiers qui sont à la fois, commerçants, industriels et transporteurs .

Il y a aussi un autre aspect important. Si les commerçants mauritaniens n'importaient que pour les besoins du pays il n'y aurait pas de problèmes . La Mauritanie aujourd'hui ravitaille toute une partie du Sénégal et du Mali. Et ceci alourdit l'enveloppe des devises. Et si ces commerçants ramenaient leurs devises en Mauritanie, le problème n'allait pas se poser mais beaucoup de commerçants continuent à détenir des avoirs à l'extérieur. C'est avec ces devises qu'ils importent quand il y a des coups durs.

Suite en page 3

INTERVIEW

Crise des devises

"La plupart des entreprises perdent de l'argent actuellement"

Ceci n'est pas normal. Il faut qu'il y ait de la rigueur. la Banque centrale de Mauritanie (BCM) doit jouer son rôle. Quel est ce rôle ? Elle doit pouvoir donner des devises aux banques et demander l'utilisation de ces devises pour savoir si elles ont été données aux importateurs ou aux entreprises des banquiers. En tout cas, nous, nous sommes sur le marché des produits alimentaires depuis plus de vingt ans, nous avons toujours fourni le marché en quantité et en qualité-prix mais depuis deux ans la situation économique est critique pour nous, parce que nous achetons les devises sur le marché libre à des prix très élevés et nous perdons ainsi de l'argent.

NI : VOTRE ENTREPRISE A ENREGISTRÉ DES PERTES EN RAISON DES FLUCTUATIONS DU MARCHÉ DE CHANGE COMMENT COMPTÉZ-VOUS FAIRE FACE AUX PERTES ET QUI EST RESPONSABLE SELON VOUS D'UNE TELLE SITUATION ?

AOH : Nous ne pouvons faire qu'écrire. Nous avons sollicité la majorité des banques avec qui nous travaillons mais leur réponse était toujours invariable: "nous n'avons pas de devises". Nous avons écrit à plusieurs reprises à notre ministère de tutelle et à la BCM pour solliciter les devises. Il y a eu des réactions timides de la BCM. Nous ne trouvons à ce jour au niveau de la BCM et des banques que 10% de nos besoins .

90% de nos besoins, nous les achetons à un prix fort entre 385 et 390 UM/l'euro sur le marché libre. ça nous prend du temps. Au lieu de nous préoccuper de la production on est de plus en plus préoccupé par la recherche des devises sur le marché libre pour pouvoir respecter nos engagements par rapport à nos fournisseurs et je peux vous dire que nous ne sommes pas les seuls, la plupart des entreprises et notamment les industries perdent de l'argent actuellement.

*Pourtant il est très facile d'établir un système de quote-part des entrées en devises à réserver par secteurs (industriel , alimentaire, médicaments, fuel etc..) et le pays n'aurait aucun problème. Mais aujourd'hui on est en train de privilégier et à tort des personnes sans métier qui n'ont pas d'entreprises, mais qui sont là parce qu'ils peuvent avoir des devises et qu'ils vendent des devises .Donc la devise devient un produit qu'on vend.

La devise n'est plus un moyen. Elle est devenue de facto un produit qu'on vend, sur lequel on fait des bénéfices et spéculé. Et il n'est pas normal que l'écart entre le taux de change officiel et le marché parallèle soit de 60 à 70 points. Ce n'est pas normal, partout dans le monde, l'écart est de moins d'un

point. Il y a un problème général aussi bien au niveau de certaines banques qui spéculent, qu'au niveau des commerçants et des bureaux de change qui ne servent à rien du tout et je pense qu'il y a lieu de les fermer. Il y a lieu aussi de penser à créer des banques où il y a des partenaires étrangers qui ne feront que de la Banque. Les banquiers ne doivent pas être des concurrents à leurs clients.

NI : EST-CE QUE LES SOLUTIONS NE SONT PAS À CHERCHER AU NIVEAU D'UN CHANGEMENT DE LA PROCÉDURE D'ADJUDICATION DES DEVICES PAR LE MARCHÉ DE CHANGE ÉLARGI DE LA BCM AINSI QUE DES PROCÉDURES DE MISES À DISPOSITION DES RESSOURCES EN DEVICES EN DEHORS DE CE MARCHÉ AU PROFIT DES BANQUES ET IMPORTATEURS, LESQUELLES, SE FONT PARFOIS DE FAÇON VERBALE ?

AOH : La solution est simple . Chaque commerçant a des droits mais il a aussi des devoirs. Le commerçant a le devoir de créer de la richesse, des emplois et de contribuer au Trésor public. C'est simple d'aller au Impôts pour demander des chiffres d'affaires des importateurs sur les trois années et leur accorder leur besoin en fonction de ce qu'ils déclarent aux impôts .

On ne doit pas donner des devises à ceux qui ne payent pas des impôts . Cela veut dire qu'on enrichit les gens pour qu'ils deviennent plus riches au détriment de l'Etat

et des autres entreprises . Et l'esprit d'équité veut que les entreprises, surtout industrielles soient privilégiées, car elles créent de la valeur ajoutée locale alors que le commerçant ne fait qu'importer à 100%. On est en train de couler l'industrie nationale d'abord, par la duplication. Pour chaque usine vous en avez quatre ou cinq pour un petit marché au moment où ces unités industrielles n'arrivent pas à trouver des devises pour les matières premières .

NI : EST-CE QUE TEL N'EST PAS LE PRIX À PAYER POUR L'OPTION LIBÉRALE CHOISIE PAR LES POUVOIRS PUBLICS, UNE OPTION LIBÉRALE VALABLE ÉGALEMENT POUR LE MARCHÉ DE CHANGE.

A O H : Vous savez le problème c'est ça. La Mauritanie a été trop libéralisée . Mais la liberté ne signifie pas l'anarchie. Certains fonctionnaires ne font pas d'efforts pour pousser la réflexion sur les stratégies d'accompagnement donc, pour le citoyen ordinaire tout est autorisé. Alors on ouvre des boutiques dans tous les coins de rue . Chacun peut faire le transport comme il veut, sans licence.

Il y a un excès de liberté, je l'avoue moi, qui suis un défenseur des Libertés en général. Ces excès vont faire couler tout le monde. A chaque cent mètres, il y a une station d'essence, des boulangeries. La Mauritanie a

énormément de richesses, la Mauritanie est un pays prospère mais ce sont les stratégies et les choix qui ne sont pas bons. Ce qu'il y a ici comme voitures, constructions et boutiques il n'y en a pas ailleurs. Oui il y a de la richesse dans ce pays.

NI : QUE PENSEZ-VOUS DE CEUX QUI ESTIMENT QUE LE MARASME ÉCONOMIQUE EST DÛ AU CONTEXTE INTERNATIONAL, AVEC LES RAISONNEMENTS DU GENRE : "L'OUGUIYA EST ARRIMÉE AU DOLLAR, QUAND IL CHUTE, ELLE CHUTE ET QUAND IL Y A ENVOLÉE DE L'EURO IL Y A FLAMBÉE DES PRIX " ET QUE BON, LES MAURITANIENS N'ONT AUCUNE RESPONSABILITÉ SUR CE QUI SE PASSE, C'EST LA CONJONCTURE INTERNATIONALE QU'IL FAUT CULPABILISER ET ÉVENTUELLEMENT TRAINER DANS LA BOUE ?

A O H : C'est une vision très simpliste. Il y a un fait , l'ouguiya est bien arrimée au dollar mais il y a autre chose, les cours du fer sont en hausse. Aujourd'hui, la SNIM va gagner beaucoup d'argent. Mais le problème est ailleurs. Nous avons deux ressources principales le poisson et le fer. Le poisson se fait rare parce que quelque part il y a un pillage de nos côtes avec des exportations non déclarées et le poisson devenant cher dans un pays qui a l'une des côtes des plus poissonneuses .

Ceci est également valable pour le cheptel qu'on exporte surtout pour besoin de devises et c'est ce qui rend la viande très cher. Ce n'est pas normal. Ce ne sont pas les potentialités qui manquent mais les stratégies et les choix, il faut mettre l'homme qu'il faut à la place qu'il faut.

PROPOS RECUEILLIS PAR IOM